

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE
CGT, CFDT, et SUD

Déclaration liminaire
CTP activité 3 juillet 2007

Nous ne vous surprendrons pas par le contenu de cette déclaration : après plusieurs CTP activité en face à face, nous nous rendons compte que nous répétons souvent les mêmes choses. Je ne sais pas qui cela lasse le plus...

Bref, notre réaction en lisant ce rapport est d'y voir un assez bon reflet de la DG. Très bien, vous y êtes. Mais beaucoup du travail réalisé par l'Insee l'est dans les DR, les CNI... Le travail de ces agents n'apparaît guère. Tout d'abord, ce rapport fait un bilan, soit. Mais il devrait, au moins dans son introduction, décrire le contexte et donner des perspectives d'ensemble, un contexte. Simple résumé de quelques parties du rapport, il ne laisse pas percevoir la place de l'Insee dans le système statistique public : le rôle de coordination qu'il y assure, les évolutions qu'il subit dans un contexte budgétaire restrictif, mais surtout les choix stratégiques qu'il a eu à faire.

Le contexte budgétaire va apparaître dans nombre de sujets, puisque désormais les baisses d'effectifs attaquent le cœur des équipes, et aussi le moral des troupes puisque bon nombre d'établissements ont atteint le bas de la fourchette des cibles d'effectif de 2010.

Dans ce contexte difficile, nous estimons toujours que vous manquez d'ambition et qu'en ce qui concerne les missions, il y a beaucoup à faire pour développer les activités de l'Insee, surtout au plan local.

Nous voyons aujourd'hui des dysfonctionnements informatiques importants causer la colère d'agents de Sirene. Même si la complexité des architectures informatiques est responsable de cette panne là, il est incontestable que l'organisation même des structures hiérarchiques n'a pas facilité sa résolution.

A ce stade, nous aborderons pas en détail la question des missions. Mais celle de la reconnaissance sonnante et rébuchante de l'investissement des agents. Des moyens pour des augmentations salariales, il y en a : les rattrapages des primes des agents de l'Insee par rapport aux agents du ministère ont abouti à un déblocage de fonds équivalent au minimum à 200 € par agents à la fin des 3 ans. Pour nous, seul un partage de la somme à égalité entre tous les agents permettrait d'aplanir des différences salariales injustifiables.

A la DGI par exemple, des négociations ont eu lieu sur ces questions. Pourquoi pas à l'Insee ?

Donc, comme les années précédentes nous demanderons 50 points d'indice pour tous les B, les C, les chargés de mission et l'intégration dans le salaire de l'ensemble des primes. Pour les enquêteurs, nous demandons l'indexation du barème de rémunération sur l'évolution du SMIC.

Par ailleurs, nous demandons la titularisation des berkaniens qui le souhaitent.